

ETC



La couleur de l'argent

Isabelle Lelarge

Number 65, March–April–May 2004

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/35088ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue d'art contemporain ETC inc.

ISSN

0835-7641 (print)

1923-3205 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Lelarge, I. (2004). La couleur de l'argent. *ETC*, (65), 4–4.

LA COULEUR DE L'ARGENT

DANS L'IMMÉDIAT, IL FAUT SE MOBILISER ET SE BATTRE CONTRE LE GOUVERNEMENT QUÉBÉCOIS POUR QU'IL AUGMENTE SON BUDGET DE 35 MILLIONS DE \$ À LA CULTURE ET QU'IL RESPECTE SES ENGAGEMENTS

Q l'ors que nous sommes tous dans l'expectative de connaître les rouages d'une « réingénierie » de l'État – un État éloigné d'une social-démocratie – en culture spécialement, et ce après onze mois de pouvoir, on est en droit de se demander ce qu'il adviendra de la culture au Québec, à partir du printemps 2004. Plusieurs organismes tombent et ne sont pas sauvés de leur déficit, et d'autres sont sur le point de suivre cette tendance de la pente

descendante, si l'aide augmentée qui tiendrait vraiment compte des besoins réels ne vient pas. L'exemple de la Cinémathèque québécoise illustre bien cette urgence d'agir, alors qu'« on a tronqué de 20 % les salaires des cadres et des employés... et que, si rien ne change, on devra couper des pans entiers de ce qui fait le renommée de l'organisme... »¹

Au moment d'écrire ces lignes, le Québec culturel vit sous le coup d'un état d'alerte passée de « jaune » à « orange », puis au « rouge ». Nous avons tous expédié nos lettres, en exprimant notre désaccord face aux coupures de 35 millions de \$, à la ministre de la Culture Line Beauchamp, au Premier ministre du Québec et au ministre des Finances, messieurs Charest et Séguin. Mais l'urgence des grands rassemblements se fait maintenant sentir² et nous ferons partie de ces groupes de manifestants qui expriment leur mécontentement face aux décisions du gouvernement actuel de Jean Charest, qui a vraisemblablement déçu l'ensemble des intervenants culturels et des artistes.

Le gouvernement Libéral du Québec recule devant ses promesses électorales d'augmenter le budget par rapport au gouvernement précédent. Coup classique, pour ceux qui y avaient cru (majoritairement, et non moi !), parce qu'il n'aura rien fait et qu'il est même en train de couper davantage. Et dire qu'on se plaignait de l'ère précédente, sans apprécier pleinement notre bonheur. Bien qu'il y ait bonheur et bonheur, me souvenant tout de même d'un temps pas si lointain, il y a un an, où ETC déménageait, évincée de l'Îlot Balmoral (Mtl) par le gouvernement péquiste pour laisser place à une grande – très grande ? – salle de l'Orchestre Symphonique de Montréal. Rien n'a eu lieu de ce méga rêve de fonctionnaires et de promoteurs artistiques, sauf notre nouvelle vie de pauvres citoyens, toujours au centre-ville, dans des locaux plus coûteux, à l'ombre de notre ancien édifice vidé de ses locataires artistiques. Bref un bonheur empreint, encore, de tracas culturels, qui perdurent et que l'on doit à des gaffes politiques. Peut-être chaque gouvernement a-t-il son Gaston ?

Autre gravité, le gouvernement a fermé ce qui était en train, depuis 2000, de faire la différence dans le fonctionnement des organismes culturels, soit le Fonds de stabilisation et de consolidation des arts et de la culture au Québec. Cet organisme a doté de ressources essentielles plusieurs centaines d'organismes québécois par des initiatives et des subventions salariales nettement plus généreuses et moins humiliantes que d'autres sources auxquelles nous étions habitués depuis près de vingt ans. Le Fonds s'attaquait avec les organismes à la base des problèmes structurels pour parvenir, avec stratégies, finances, travail et temps à l'appui, à effacer les déficits. Il est impardonnable que les organismes soient laissés dorénavant à eux-mêmes, de nouveau, après tout le travail, la science et les efforts qui ont été déployés.

Maintenant, devient-il illusoire de penser à de nouveaux projets qui exigent main-d'œuvre, recherche, temps et financement **adéquat** ? Va-t-on à grands pas vers le fleuron de tout gouvernement de droite, soit la notion de rentabilité concrète ? À suivre.

ISABELLE LELARGE

NOTES

¹ Propos de Robert Boivin, directeur de La Cinémathèque québécoise, dans « La Cinémathèque sonne l'alarme », in Odile Tremblay, *Le Devoir*, cahier B, p. 8, le 18 février 2004.

² Le Mouvement pour les arts et les lettres (M.A.L.) a convoqué le milieu des arts du Québec à exprimer son mécontentement en mars 2004, à Québec et à Montréal.